

# PARLEMENT EUROPÉEN

## DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC L'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE

32<sup>e</sup> réunion interparlementaire UE-Australie

du 22 au 27 février 2009

SYDNEY - CANBERRA - MELBOURNE

RAPPORT DE SYNTHÈSE

## **Introduction**

La 32<sup>e</sup> réunion interparlementaire (RIP) UE-Australie s'est tenue du 22 au 27 février 2009 à Sydney, Canberra et Melbourne. La délégation, composée de cinq membres, était dirigée par M. Giles CHICHESTER (PPE-DE, UK). Les informations complètes sur le programme de la réunion et ses participants sont présentées en annexe.

La crise financière mondiale et le changement climatique constituaient les deux thèmes principaux de la visite de la délégation en Australie. Les acteurs essentiels dans ces domaines – des responsables politiques et d'autres spécialistes – ont donc participé aux réunions.

D'autres activités étaient prévues au programme, dont une réunion interparlementaire officielle avec des homologues politiques et des présentations au *European-Australian Business Council* (Conseil des entreprises Europe-Australie) ainsi qu'au *National Europe Centre* de l'université nationale australienne. Comme à l'accoutumée, une discussion a été menée sur les relations entre l'Union européenne et l'Australie. Selon la conclusion générale, celles-ci sont excellentes. L'importance des relations entre le Parlement européen et le parlement australien a également été mise en évidence.

Selon la délégation, l'Australie a, jusqu'à présent, échappé au pire de la crise financière mondiale car elle bénéficie d'une bonne situation financière, d'un budget équilibré et d'un secteur bancaire solide. Il est apparu que le modèle de double régulation («*twin peaks system*») dans le domaine de la surveillance financière a fonctionné efficacement et a permis au pays d'éviter que les banques ne commettent des excès en matière de prêts, comme dans d'autres régions du monde. Au cours des années précédant la crise financière, les exportations de matières premières de l'Australie avaient, en outre, considérablement augmenté, en raison surtout de la croissance industrielle rapide de la Chine. Quand la récession aura gagné le marché chinois, l'Australie sera toutefois inévitablement confrontée à une baisse de la demande.

Le gouvernement a tenté de faire face à tout ralentissement économique à l'aide de deux «paquets de relance» de l'économie. Le premier, d'un montant de 10,4 milliards de dollars, a été annoncé en octobre 2008 et le second, d'un montant de 47 milliards de dollars, a été présenté en février 2009. Ces paquets prévoient l'allocation de primes à différentes catégories sociales, comme celles des retraités, des groupes à faible revenu et des familles, ainsi que l'octroi d'une aide au secteur du logement, à l'industrie automobile et aux établissements scolaires. Les deux grands groupes politiques ont déclaré être favorables au libre échange mondial, mais la crainte de voir les États-Unis et l'Union européenne avoir recours à des mesures de protectionnisme a été exprimée.

La délégation a mené des discussions approfondies sur le changement climatique et a fait une comparaison entre l'approche australienne et l'approche européenne. L'Australie est un des rares pays développés à être un gros exportateur des matières premières, particulièrement du charbon. La délégation a fait observer que leurs hôtes ne sont pas très avancés dans le développement d'un système d'échange de quotas

d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) et souligné qu'en outre les propositions du gouvernement ont suscité de nombreuses controverses. Certains représentants de l'industrie et de l'opposition, ont estimé que ces propositions allaient trop loin et que l'engagement unilatéral de l'Australie était inapproprié. En revanche, le lobby environnemental a déclaré que les propositions n'étaient pas suffisamment ambitieuses, surtout pour un pays qui est peut-être le premier producteur d'émissions de carbone par habitant à l'échelle mondiale.

Pendant la visite, les membres du Parlement européens ont discuté des sources d'énergie alternatives, telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne, auxquelles les participants étaient généralement favorables. L'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire ont néanmoins suscité davantage de controverses. Il a été déclaré que l'énergie nucléaire ne sera pas exploitée sans l'accord des deux grands groupes politiques, lequel n'a pas encore été obtenu. Le captage et le stockage de dioxyde de carbone (CSC) a également été un thème de discussion majeur et les députés ont appris beaucoup de choses sur le travail réalisé dans ce domaine.

La visite s'est déroulée peu de temps après les inondations dans l'État du Queensland et les feux de brousse dans l'État de Victoria, qui ont fait plus de 200 morts. Avant la visite, le président de la délégation a envoyé des lettres de condoléance à ses homologues. Les condoléances de la délégation ont, en outre, été exprimées à tous les moments appropriés de la visite. Le président Pöttering a également envoyé une lettre de condoléances au Premier ministre Rudd.

### **Lundi 23 février 2009**

#### **SYDNEY**

##### **Université de Sydney**

**Table ronde présidée par le professeur Jill Trewhella, directrice générale de la recherche, sur le thème: «Australie – La crise financière mondiale, les changements énergétique et climatique du point de vue du secteur de l'éducation»**

**Ont également participé à la réunion le professeur Dick Bryan (économie politique), le professeur Manfred Lenzen (analyse de la durabilité intégrée) et le professeur Michael Harris (économie des ressources).**

Les membres du Parlement européen sont accueillis par le professeur Jill Trewhella, directrice générale de la recherche. Elle leur apprend que l'Université de Sydney, la première université australienne, a été fondée en 1850, sous la devise «*Sane minds under a southern sky*» (Des esprits sains sous un ciel du Sud). L'université compte aujourd'hui 45 000 étudiants et est classée parmi les 40 premières universités du monde. Les fonds alloués à l'éducation étant généralement limités, les étudiants internationaux peuvent désormais s'inscrire à l'université, ce qui lui permet d'accroître ses revenus.

M<sup>me</sup> Trewhella et ses collègues présentent dans les grandes lignes la recherche interdisciplinaire menée au département *Integrated sustainability analysis (ISA)*

(centre d'analyse de la durabilité intégrée) de l'université. L'équipe multidisciplinaire du département vise à établir des approches générales en matière d'analyse de la durabilité intégrée. Les personnes impliquées devant apprendre le «langage» d'autres disciplines, cette approche présente des défis significatifs.

Les travaux de recherche couvrent des domaines tels que la durabilité terrestre et hydraulique, l'énergie renouvelable, la conservation énergétique, le captage du dioxyde de carbone, la gestion des émissions, la conception de bâtiments durables, la santé publique et le développement économique. Le centre compte parmi ses clients le gouvernement britannique, pour lequel des travaux sont réalisés dans le domaine du calcul de l'empreinte carbonique.

Il est constaté que les économistes conviennent généralement de l'importance que revêt le changement climatique, mais les avis sont partagés quant à la façon de résoudre le problème.

Il est également souligné que l'augmentation de la consommation mondiale par habitant est la cause principale du changement climatique, mais que l'Occident n'est pas en position d'imposer à la Chine et à l'Inde de réduire leur consommation. Dans son compte-rendu sur le changement climatique, le professeur Ross Garnaut a conclu qu'il faudrait réduire la consommation occidentale de 80 à 85 % pour assurer l'équité avec les pays en développement.

En réponse aux questions des membres du Parlement européens, il est indiqué qu'il convient de développer un marché dans le domaine hydraulique en Australie. La pluie étant actuellement inexistante dans les régions où l'eau est la plus nécessaire, il faut consacrer des ressources au captage et au transfert de l'eau.

Il est également indiqué qu'un examen des mesures prises dans d'autres pays s'impose. Les taxes énergétiques au Danemark, par exemple, ont beaucoup contribué au développement du secteur de l'énergie éolienne dans le pays.

En ce qui concerne le captage et le stockage de dioxyde de carbone (CSC), il est observé que chaque année au Texas deux millions de tonnes de dioxyde de carbone sont pompées et stockées dans le sous-sol et que cette méthode s'avère très satisfaisante. Toutefois, les sites de stockage doivent être situés plus près des émetteurs à des fins de sécurité et ceci constitue une contrainte majeure.

Il est jugé essentiel de changer les types de comportement individuels et de sensibiliser le public aux questions liées aux mesures telles que les SCEQE.

L'université de Sydney a également créé un groupe de travail consacré à l'étude des organisations financières sur une période de trois ans. L'Australie est entrée dans cette période de crise financière mondiale avec une certaine assurance car le pays bénéficie d'un surplus budgétaire confortable, de taux d'intérêt élevés et de banques affichant des notations de crédit élevées. Des problèmes se posent toutefois dans le domaine des prêts hypothécaires et il n'est pas encore apparu clairement s'il serait efficace de réduire les taux d'intérêt. Le dollar australien est la cinquième monnaie d'échange du monde car elle est considérée comme une monnaie «occidentale» stable dans la zone

asiatique. La monnaie fluctue en fonction du marché des minerais. Elle a cependant subi les répercussions de la chute des exportations vers le Chine.

Les participants conviennent que le comportement irresponsable des banques résulte en partie de l'usage important que l'on fait des modèles économiques, lesquels peuvent être déficients. La complexité de ces modèles rend difficile pour les organismes de surveillance de contrôler correctement les opérations bancaires. Des recherches sont en cours pour examiner la façon dont le système réglementaire peut être amélioré.

Après la discussion menée à l'université, la délégation déjeune au parlement de la Nouvelle-Galles du Sud. Les participants sont accueillis par M<sup>me</sup> Tanya Gadiel, députée, vice-présidente de l'Assemblée législative, et par le révérend Fred Nile, membre et adjoint au président du Conseil législatif.

### **Réunion avec M. Malcolm Edey, directeur adjoint (économie), et M. Guy Debelle, directeur adjoint (marchés financiers). Reserve Bank of Australia**

La délégation est informée du fait que le système bancaire australien demeure très stable et que la plus grande banque a réalisé des bénéfices considérables. L'Australie compte quatre grandes banques, qu'on dénomme *the big four* (les «quatre grandes»). La garantie de l'État assure un accès satisfaisant au financement et des bénéfices suffisants peuvent être réalisés sur le marché intérieur. Les banques n'ont aucun projet de titrisation extraterritoriale et n'ont acquis aucun actif douteux en provenance d'autres pays. Cependant, le rendement des capitaux propres (RCP) est passé de 25 à 16 %. Les banques prévoient des dispositions plus restrictives pour l'octroi de prêts, bien que ce domaine ait été relativement maîtrisé dans le passé et qu'il n'existe pas de marché des crédits à risque.

Bien que le secteur financier ait souffert en octobre 2008, il a pu emprunter un montant considérable à l'étranger et la disponibilité des capitaux n'a pas entravé sa capacité d'accorder des prêts. Le marché des actions a, quant à lui, connu une baisse qui a affecté les régimes de pensions, particulièrement les personnes proches de l'âge de la retraite.

L'autorité réglementaire prudentielle australienne (*Australian Prudential Regulatory Authority, APRA*) est l'organisme de surveillance prudentielle du secteur australien des services financiers. Contrairement à son pendant britannique, la protection des consommateurs ne relève pas de ses compétences. Il peut dès lors se concentrer sur la surveillance. Le contrôle de la liquidité et des avoirs des banques se fait selon des critères stricts. La commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (*Australian Securities and Investment Commission, ASIC*) est chargée de faire respecter et de réguler la législation relative aux entreprises et aux services financiers afin de protéger les consommateurs, les investisseurs et les créanciers. Les deux instances travaillent en étroite collaboration dans le cadre du modèle de la double régulation (*twin peaks*) prévoyant deux organismes de surveillance. Des ressources considérables ont été utilisées pour éviter les excès en matière de prêts hypothécaires.

La délégation souligne qu'il convient de procéder à une surveillance macro-prudentielle et d'améliorer la coopération transfrontalière. Un système de surveillance européen s'inspirant des systèmes de surveillance nationaux actuels est préconisé. Selon M. Debelle, un régime de surveillance transfrontalière doit être établi dans une banque centrale, celle-ci étant mandatée pour assurer la stabilité financière.

L'Australie est invitée à présenter des propositions à la réunion du G20 qui se tiendra à Londres, le 2 avril 2009. La question de savoir ce qu'il convient de réglementer ou non est constamment débattue. La réunion sera consacrée à la réforme de la réglementation et non à la question de la relance macroéconomique.

Chaque semestre, le directeur de la Reserve Bank présente à la commission parlementaire compétente un relevé trimestriel sur la politique monétaire. Un objectif de taux d'inflation de 2 à 3 % a été fixé conjointement avec le Trésor. Les décisions en matière de politique monétaire sont prises de manière indépendante et les procès-verbaux de réunion sont rendus publics.

L'Australie se porte mieux que beaucoup d'autres pays développés. Elle a tiré profit de la montée en flèche des prix des matières premières des quatre à cinq dernières années et de l'industrialisation rapide de la Chine. Le niveau plus élevé des taux d'intérêt lui a donné plus de marge pour les réduire – son taux est actuellement de 3,25 %, par rapport à 0,25 % aux États-Unis et seulement 0,1 % au Japon. Un budget sain et l'absence de dette publique ont permis à l'Australie de mettre en œuvre une expansion budgétaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) a besoin de plus de ressources et doit jouer un rôle plus important en tant qu'institution de prêt qu'en tant qu'instance consultative et de surveillance. Pendant la crise financière asiatique, l'institution se considérait comme l'instigateur d'une réforme économique et non comme un fournisseur de ressources.

La Reserve Bank résiste très bien à un dollar australien instable. Au cours des quinze dernières années, ce dernier a été soumis à d'importantes fluctuations. La banque est à présent satisfaite de pouvoir profiter de l'impulsion d'un faible taux de change.

Suite à la chute des prix des matières premières au niveau mondial, les contrats à prix et quantités forfaitaires conclus avec la Chine sont renégociés et les prix appliqués aux exportations australiennes seront probablement réduits.

Il est estimé que le paquet de relance du gouvernement générera un supplément de 2 % du PIB en 2009. Cependant, beaucoup des projets financés, tels que les projets de construction, ne commenceront à être mis en œuvre qu'ultérieurement. Selon des études, l'aide aux secteurs défavorisés de la société ne bénéficiera pas à l'économie, mais contribuera à réduire la dette.

Le paquet de relance des États-Unis peut également avoir des répercussions favorables. Par ailleurs, il est peu probable que les États-Unis fassent preuve d'un protectionnisme excessif.

**Réunion avec M. Malcolm Starr, directeur général de la «Regulatory and Public Policy», et M. Eric Mayne, chef du service de surveillance «ASX Markets Supervision» – Australian Exchange Centre**

L'*Australia Securities Exchange* (ASX) est la principale bourse australienne. Elle est le fruit de la fusion, en décembre 2006, entre l'*Australian Stock Exchange* et le *Sydney Futures Exchange*.

Il est expliqué à la délégation que l'Australie commence seulement à ressentir les effets de la crise financière actuelle. Jusqu'ici ils ont été atténués grâce à la position forte qu'occupent les quatre grandes banques du pays. Le volume des transactions a diminué d'environ 20 % par rapport à la période précédant la crise financière, pourcentage moins élevé que la baisse enregistrée en Europe.

Un débat est en cours sur la question de savoir s'il convient de rendre la réglementation en matière de vente à découvert plus normative. En novembre 2008, l'Australie a interdit la vente à découvert dite «nue» (*naked short selling*) – pratique selon laquelle les investisseurs vendent des actions qu'ils ne possèdent pas ou n'ont pas empruntées pour les racheter rapidement à un prix inférieur. La vente à découvert «nue» est considérée plus risquée que la vente à découvert traditionnelle, où les investisseurs vendent des titres empruntés. En Australie toutefois, la vente à découvert «nue» n'était pas particulièrement courante dans le passé.

L'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) s'emploie à éliminer les failles que comportent les différentes approches réglementaires de la vente à découvert «nue». Selon M. Starr, la vente à découvert traditionnelle est un outil précieux pouvant être mal utilisé et les règlements doivent, dans ce cadre, être sans faille. La délégation évoque les répercussions négatives de la vente à découvert des actions de Volkswagen et des craintes sont exprimées concernant les problèmes qui ont peut-être été causés.

M. Starr donne un aperçu des compétences de l'*Australian Exchange Centre*, particulièrement de ses méthodes de gestion des infractions à son code et de ses procédures de radiation.

Il est d'avis que la bourse aura pour objectif de croissance les «technologies vertes», telles que la technologie géothermique, le charbon épuré, les énergies solaire et éolienne et autres produits moins carbonés. Beaucoup de choses dépendront toutefois des initiatives politiques du gouvernement dans ce domaine.

M. Starr prévoit un renforcement des échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre, dont trois ou quatre finiront par dominer la scène mondiale.

**Table ronde**

**M. Alistair Walton, président, et M. Jason Collins, directeur général, Conseil des entreprises Europe-Australie (*European-Australian Business Council*)**

M. Walton présente la délégation et indique que le forum des entreprises Europe-Australie (*European Australian Business Forum*), fondé en 1999, est un organisme national visant à promouvoir les intérêts commerciaux entre l'Australie et les États membres de l'Union européenne. Le forum rassemble différentes organisations d'entreprises et agences commerciales soutenant les relations commerciales et d'investissement entre l'Australie et l'Europe. Il promeut le libre-échange et sert de cadre à une large discussion sur les relations entre l'Union européenne et l'Australie.

M. CHICHESTER présente brièvement le paquet de l'Union européenne sur le changement climatique, lequel comprend le SCEQE, la directive relative aux voitures, des objectifs en matière d'énergie renouvelable et le développement des technologies vertes. Il souligne que de nombreuses négociations ont été nécessaires pour établir le SCEQE et que des pressions importantes ont été exercées par l'industrie et les ONG.

M. KLINZ évoque le contexte de la crise financière mondiale. Il estime que la zone euro s'est révélée un facteur de stabilisation. Un grand problème de confiance subsiste cependant entre les banques, lesquelles ne se témoignent aucune confiance mutuelle. Des instruments monétaires ont été pleinement exploités avec un taux d'intérêt de 1 % au Royaume-Uni et de pratiquement 0 % aux États-Unis et au Japon. L'assouplissement quantitatif est le seul outil qui reste. Il est peut-être aussi nécessaire d'établir des «*bad banks*» - ou structures de «défaillance – comme cela a été le cas en Suède dans les années 90 – pouvant être utilisées pour conserver les actifs ou créances à problèmes.

Il évoque, en outre, les plans de redressement des États-Unis et de l'Union européenne. Il souligne qu'un débat est en cours sur la question de savoir jusqu'où peut désormais aller la réglementation en matière de marchés financiers. Il indique également qu'on attend le rapport de l'ancien gouverneur de la Banque de France, Jacques de Larosière, sur la surveillance financière. Selon M. KLINZ, la coopération internationale visant à résoudre le problème de la surveillance financière transnationale suscite beaucoup plus d'adhésion qu'auparavant.

## **Mardi 24 février 2009**

### **CANBERRA**

#### **Exposé de S.E. M. David Daly, chef de la délégation de la Commission européenne en Australie et en Nouvelle-Zélande**

M. Daly ouvre la séance en indiquant que l'Australie pleure la perte de 209 personnes suite aux feux de brousse survenus dans l'État de Victoria. Les inondations survenues dans l'État du Queensland ont quant à elles couvert 62 % de la superficie de l'État.

Le système bancaire australien a démontré sa solidité face à la crise financière que traverse le monde actuellement. Le pays n'est cependant pas épargné par les effets de la crise, qui iront en s'intensifiant. L'Australie est un des rares pays développés grands exportateurs de matières premières. La croissance annuelle du PIB de la Chine



étant passé sous la barre des 7 %, l'Australie sera affectée par la chute de la demande chinoise de charbon et d'acier.

Le gouvernement australien réalise un travail préparatoire considérable dans la perspective de la réunion du G20, à Londres. Il tient à promouvoir une approche multilatérale du problème. Des craintes sont exprimées quant au fait que les pays développés risquent de se tourner vers le protectionnisme.

Dans le passé, certains considéraient que les relations entre l'Union européenne et l'Australie se limitaient aux domaines commercial et agricole. Ce point de vue est à présent dépassé et les relations entre l'Union européenne et l'Australie se sont considérablement élargies. La création de 1,2 million d'emplois en Australie résulte directement ou indirectement d'investissements de l'Union européenne. En 2008, des ministres australiens se sont rendu treize fois en visite à Bruxelles. Les Australiens ne considèrent pas automatiquement l'Union européenne comme leur premier partenaire commercial car ils voient leurs relations à travers le prisme des relations bilatérales que l'Australie entretient individuellement avec les États membres. La connaissance de l'Union européenne est en effet généralement très limitée.

M. Daly présente brièvement le cadre de partenariat entre l'Union européenne et l'Australie qui a été signé en octobre 2008. Ce cadre repose sur la reconnaissance fondamentale du fait que les deux parties partagent des valeurs et des intérêts essentiels. Il couvre un large éventail de domaines de coopération, dont l'éducation, la science, l'environnement, l'énergie, l'aide au développement et la sécurité mondiale.

M. Daly souligne que l'accroissement du taux de restitution de l'Union européenne appliqué aux exportations de produits laitiers ne vise pas l'Australie, mais n'est qu'une fonction du système commercial mondial. D'ailleurs, l'Union européenne a proposé de supprimer les restitutions à l'exportation lors du Cycle de Doha.

## **Le Trésor**

### **Réunion avec des représentants du Trésor australien:**

**M. Bill Brummitt, directeur général, division de l'économie internationale;**

**M. Tony McDonald, directeur général, division de la politique macroéconomique;**

**M. Steve Morling, directeur général, division de l'économie domestique;**

**M. David Martine, directeur général, division du système financier;**

**M. Paul Flanagan, directeur général, division de la finance internationale;**

**M<sup>me</sup> Jan Harris, directrice générale, division de la politique budgétaire;**

**M. Jyoti Rahman, directeur, unité de la perspective internationale**

La délégation est informée que l'Australie «tient plutôt bien le coup» face à la crise financière actuelle. Le pays occupait au départ une position de force grâce à l'expansion du secteur minier, à l'absence de dette publique nette et à un taux de chômage relativement faible de 4,8 %.

Cependant, un ralentissement économique a été enregistré. Malgré la mise en œuvre du «paquet de relance» d'un montant de 42 milliards de dollars australiens, un taux de

croissance de 1 % est prévu pour 2009 et de 0,75 % pour 2010. Les critères en matière de prêts seront rendus plus rigoureux.

La chute de 20 % des prix mondiaux des matières premières a été un véritable choc. En outre, les partenaires commerciaux asiatiques de l'Australie donnent des signes négatifs. Mais 3 % seulement de la population australienne travaille dans le secteur minier. En revanche, la proportion de la population travaillant dans le secteur des services étant égale à celle des autres pays de l'OCDE. D'autres activités significatives à valeur ajoutée sont également exercées, telles que l'enseignement à l'intention du marché asiatique.

Le niveau d'endettement des ménages a augmenté, mais la réduction des taux d'intérêt a aidé les ménages en difficulté. La demande de logements reste assez forte par rapport à l'offre. En outre, le secteur des entreprises n'est pas particulièrement endetté et les ratios d'endettement sont généralement modérés.

Au cours des 12 à 18 prochains mois, le gouvernement sera la principale source de croissance, en raison surtout de son paquet de relance et de l'attention portée aux dépenses d'infrastructure. Un des principaux objectifs du paquet est de «faire sortir l'argent le plus vite possible». Il faut trouver un équilibre entre cette situation et le développement de projets d'infrastructure à plus long terme.

Il est estimé que sur une période de trois trimestres, 65 à 70 % des fonds alloués aux citoyens par l'intermédiaire du «paquet de relance» seront favorables à l'économie. Les citoyens consacreront probablement le reste de ces fonds à l'épargne et au paiement de leurs dettes de cartes de crédit. Il n'est pas nécessairement négatif que les crédits soient placés dans l'épargne car cela «rétablira le bilan».

Les quatre grandes banques sont bien capitalisées et les secteurs financiers continuent à effectuer leurs opérations habituelles. Des craintes ont été exprimées quant au fait que des banques étrangères se retirent du marché australien. Il est déclaré que le gouvernement garantit les dépôts, mais qu'il n'est pas nécessaire de nationaliser les banques.

En réponse à une question sur la participation accrue de la Chine dans Rio Tinto, il est déclaré que, selon l'avis général, l'investissement étranger est positif et doit être encouragé.

### **Réunion avec le sénateur Bob Brown, dirigeant du parti des Verts australien**

Le sénateur Brown ouvre la séance en décrivant l'Australie comme un « poids mort mondial pour le changement climatique » et (avec le Brunei) le pire pollueur du monde par habitant. Il est particulièrement mécontent du fait que le «paquet de relance» du gouvernement attribue un demi-milliard de dollars au secteur charbonnier pour mener des recherches sur la capture du carbone, lesquelles n'aboutiront, selon lui, que dans dix à quinze ans, moment où le niveau ne pourra plus être rétabli. Il condamne le fait que l'industrie charbonnière constitue un groupe de pression très puissant pour qui les portes du gouvernement sont toujours ouvertes. Les associations de défense de l'environnement trouvent quant à elles souvent porte close lorsqu'elles tentent d'entrer en contact avec les décideurs politiques.

Le sénateur Brown estime que le gouvernement n'est pas disposé à faire des choix difficiles car il juge que la population est trop attachée au mode de vie consumériste. Il fait observer qu'une réduction de 5 % des gaz à effet de serre donnerait lieu à une diminution de 1,1 % du PIB, tandis qu'une réduction de 25 % des gaz à effet de serre donnerait lieu à une diminution de 1,2 % du PIB. Le gouvernement n'a cependant choisi de réduire les gaz à effet de serre que de 5 %.

Il n'accepte pas que la croissance de la richesse mondiale soit considérée comme la question la plus importante. Il évoque l'augmentation de la population et souligne que si la tendance actuelle se confirme, la terre comptera trois milliards et demi d'habitants supplémentaires en 2050 en raison de la croissance démographique. Il cite en particulier l'ouvrage de Paul et Anne Ehrlich sur la surpopulation et les menaces qu'elle représente.

Il déclare que la technologie nucléaire n'est capable de fournir que 10 % de l'énergie et qu'elle représente un risque pour la sécurité. Il indique également que les grands barrages détruisent l'environnement et produisent une quantité considérable de gaz à effet de serre. Mettre un terme à l'exploitation du bois réduirait les gaz à effet de serre de 18 %. L'énergie solaire a, par contre, un potentiel énorme.

Le sénateur Brown souligne qu'il a pour mission de proposer des solutions pour l'Australie et qu'il appartient aux Européens de proposer des solutions pour leur continent. Selon lui, la crise est une occasion de «verdir» l'économie et les économies les plus vigoureuses seront les économies fondées sur l'écologie.

Les membres de la délégation soulignent que la plupart des groupes politiques sont conscients de la nécessité de changer, mais que les avis sont partagés sur la façon de le faire.

### **Mercredi 25 février 2009**

#### **Réunion avec M.Chris Bowen, député, trésorier adjoint et ministre de la politique de concurrence et des consommateurs**

M. Bowen indique que le gouvernement peut encore largement prendre des mesures en matière de taux d'intérêt. Il ajoute qu'en général, le modèle de double régulation en matière de règlement financier suscite la satisfaction. Il estime que le modèle britannique à un seul régulateur fonctionne mieux que le modèle américain à plusieurs régulateurs.

Il est estimé que les accords de Bâle 2 sont trop «non-interventionnistes» en ce qui concerne la réglementation. Rétrospectivement, il serait préférable de parvenir à un arrangement qui ne soit pas aussi dépendant des cycles.

Quatre banques sur quinze ayant reçu une notation «AA» dans le monde sont basées en Australie. Pour assurer une concurrence saine, les quatre grandes banques ne sont pas autorisées à fusionner, conformément à la politique des «quatre piliers». Des craintes sont exprimées quant à la possibilité que les prêteurs étrangers regagnent leur

propre marché. En effet, 45 % seulement du secteur des prêts consentis aux sociétés est couvert par des banques australiennes.

Sept des premiers partenaires commerciaux de l'Australie sur dix sont en récession. Au cours des cinq dernières années, jusqu'à la crise financière actuelle, les échanges ont connu une croissance qui n'avait jamais été aussi rapide depuis le début des années 50. Les niveaux ont toutefois à nouveau diminué, pour atteindre ceux de 2003.

M. Bowen déclare qu'initialement, la sécurité des produits relevait de la compétence des États. Il s'agit désormais d'une compétence fédérale, mais aucun accord n'a été conclu sur les lois qui doivent primer dans ce cadre. Une loi nationale des consommateurs sera promulguée en janvier 2010 et s'appliquera à toutes les sociétés, entreprises et particuliers en Australie. Cette loi introduira des droits plus larges et plus généralisés en faveur des consommateurs. La sécurité alimentaire relève d'un cadre réglementaire distinct.

### **Visite rendue aux présidents du Parlement**

**M. Harry Jenkins, député, président de la Chambre des représentants**

**M. John Hogg, sénateur, président du Sénat**

La délégation fait une visite de courtoisie aux présidents du Parlement. Lors de la brève discussion qui est menée, l'attention est attirée sur l'importance des contacts personnels et des liens interparlementaires pour les relations entre l'Union européenne et l'Australie.

Il est déclaré que l'Australie est très fière de sa société multiculturelle et diversifiée, qu'elle considère comme un atout. Il est important que l'Europe considère également sa diversité comme une force. Il est cependant reconnu dans une large mesure qu'à l'instar des États-Unis, l'Australie constitue, depuis sa création, un pays unique, tandis que l'Union européenne tente de rassembler des cultures très différentes.

L'Australie compte parmi ses valeurs la conviction selon laquelle tout le monde doit avoir ses chances et qu'il faut assurer l'égalité des chances pour tous. Le parti travailliste considère, par exemple, les propositions du gouvernement précédent en matière de relations industrielles contraires à l'esprit australien de justice et d'équité. Les mesures prises pour lutter contre les incendies dans l'État de Victoria ont démontré le sens de la solidarité et de la «camaraderie» qui prévaut dans le pays.

Une discussion est menée sur la situation des immigrés turcs en Allemagne et l'apparente réticence de certains d'entre eux à s'intégrer et à apprendre la langue. La question de la compatibilité de certaines valeurs islamiques avec la morale judéo-chrétienne, sur laquelle la société européenne a initialement été fondée, est évoquée. La délégation est informée que des progrès significatifs ont été réalisés sur la voie de l'intégration de la population musulmane en Australie.

### **Réunion avec M. Greg Hunt, député, porte-parole de l'opposition pour le changement climatique**

M. Hunt déclare que l'Australie doit réduire ses émissions de manière significative et que son parti s'est engagé à le faire et ne doit pas être caricaturé comme le parti des «néga­tionnistes du changement climatique».

L'opposition souhaite attendre avant de se prononcer sur le type de SCEQE à proposer. Le parti juge qu'il est préférable d'attendre 2011 ou 2012 pour se lancer dans le SCEQE, afin de prendre en compte les politiques du président Obama en matière de climat, la réponse de la Chine et les résultats de la conférence des Nations unies sur le climat prévue à Copenhague. L'efficacité du SCEQE dépendra de la disponibilité des technologies à faible taux d'émission et de la rentabilité des puits de carbone.

Il est essentiel de développer les sources d'énergie renouvelable et d'assainir les centrales électriques au charbon existantes. M. Hunt fait observer que ces centrales ont été construites en grand nombre en Chine et en Inde et qu'il ne suffit pas de souhaiter leur suppression. La question est de savoir comment procéder à leur assainissement. Il estime que la technologie de captage et de stockage du dioxyde de carbone (CSC) ne sera pas prête à temps pour être appliquée dans ces centrales. Il souligne également l'importance de la coopération internationale et de l'échange des bonnes pratiques dans ce domaine.

M. Hunt attire l'attention sur le fait que l'Australie s'est engagée à mettre en œuvre un programme de reconstruction concernant la forêt tropicale et à promouvoir le boisement et le reboisement. Selon lui, le partenariat entre l'Union européenne et l'Australie peut s'avérer particulièrement efficace dans ce domaine. Il juge que les règles internationales actuelles «sont aveugles à la couleur du carbone», de sorte que le carbone vert des forêts naturelles n'est pas reconnu et que le déboisement est encouragé.

M. Hunt déclare qu'il faut obtenir l'accord des deux grands groupes politiques pour que l'énergie nucléaire soit exploitée en Australie. L'accord étant actuellement inexistant, cette option n'est pas réalisable. Il est toutefois personnellement en faveur du développement de l'énergie nucléaire comme composante du bouquet énergétique.

En règle générale, le recyclage des eaux n'est pas très développé en Australie et une «révolution du recyclage des eaux urbaines» s'impose. L'infrastructure agricole doit être modernisée et l'épuisement de la nappe aquifère constitue un problème majeur.

L'énergie solaire a un potentiel énorme. L'implantation d'une centrale solaire de 154 MW est prévue dans l'État de Victoria. Il s'agira de la centrale photovoltaïque la plus grande et la plus efficace du monde. L'énergie géothermique s'est développée plus lentement que prévu et cela pose un problème car le pays a besoin d'un approvisionnement en eau important. M. Hunt ne pense pas que ce projet sera pleinement réalisé avant 2020.

**Réunion avec la commission du changement climatique, de l'eau, de l'environnement et des arts de la Chambre des représentants**  
**Présidente: M<sup>me</sup> Jennie George, députée**

M<sup>me</sup> George présente brièvement l'approche adoptée par le gouvernement pour résoudre le problème du changement climatique. Elle souligne que le parti travailliste a proposé un large éventail de projets visant à économiser l'énergie. Selon elle, il n'y a pas de solutions miracle à ce problème.

Le gouvernement propose de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 5 % d'ici à 2020 par rapport à l'année de référence 2000. Cette réduction pourrait encore augmenter et atteindre 15 % en fonction du degré d'engagement pris par les autres pays à Copenhague. M<sup>me</sup> George reconnaît que certains estiment que ces niveaux ne sont pas suffisamment ambitieux, mais elle considère qu'il est important de prendre en compte les longues distances à parcourir en Australie et les prévisions en matière de croissance démographique. Le SCEQE ne s'appliquera qu'aux 1 000 sociétés les plus importantes dans les domaines aéronautique, du transport routier et maritime. Le domaine agricole ne sera inclus dans le système qu'après 2013.

Des permis seront vendus aux enchères et des autorisations seront allouées aux industries à titre gratuit jusqu'à 90 % pour les aider pendant la période de transition. Il est important d'éviter que les entreprises s'établissent à l'étranger où il n'y a pas de contrôle. L'Australie produit 1,4 % des émissions mondiales, ce qui correspond à une proportion très élevée par tête habitant. Des indemnités seront versées aux groupes à faible revenu et aux retraités qui seront touchés par la hausse des prix énergétiques.

L'objectif est de rendre 20 % de l'énergie renouvelable d'ici à 2020, en privilégiant l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la capture du carbone et la géoséquestration. L'efficacité énergétique est très importante et les ménages seront encouragés à se mettre aux normes et à isoler efficacement leur habitation. Le *Green Car Innovation Fund* (fonds d'innovation pour la voiture verte), doté d'un montant de 1,3 milliard de dollars, sera mis en œuvre en juillet 2009 et fournira, pendant une période de dix ans, un soutien à la conception, au développement et à la fabrication de voitures et de composants automobiles à faible taux d'émission et à faible consommation de carburant.

M. Mal Washer, député, déclare que le SCEQE du gouvernement prévoit que des permis soient délivrés à titre gratuit aux industries polluantes et que les plus grands pollueurs peuvent compenser les efforts fournis par les autres et gagner des crédits. Il souligne la nécessité de trouver des solutions durables et indique que le gouvernement précédent avait affecté des fonds au domaine de l'énergie géothermique. Les biocarburants ne sont pas acceptables car 20 % des émissions de CO<sub>2</sub> sont causées par le déboisement. M. Mal Washer ajoute que la méthode de la capture du carbone est très avancée en Australie.

M. John Cobb, député, souligne que le secteur agricole pâtira néanmoins du SCEQE car les produits issus de l'agriculture doivent être transportés.

La délégation du Parlement européen constate qu'aucun progrès n'a été réalisé dans le domaine du recyclage des eaux en Australie et que le recours au recyclage des eaux est mal considéré dans les mentalités. Il est convenu que l'Australie est très vulnérable parce qu'elle n'a pas réussi à progresser dans ce domaine.

## **Heure des questions Chambre des représentants**

La délégation assiste ensuite à l'heure des questions à la Chambre des représentants. Les membres sont formellement reconnus et salués par le président.

### **Réunion avec M. Peter Anderson, directeur général, et M. Nathan Backhouse, directeur du commerce et des affaires internationales, Chambre australienne de commerce et d'industrie (*Australian Chamber of Commerce and Industry, ACCI*)**

M. Anderson présente brièvement le travail de la Chambre australienne de commerce et d'industrie. Il couvre des domaines tels que le commerce, la facilitation des échanges commerciaux et la représentation des intérêts des employeurs. L'ACCI est très active sur le plan national et régional et compte 350 000 entreprises affiliées de toutes tailles représentant quatre millions d'employés.

L'ACCI n'a aucun lien formel structuré avec le Conseil des entreprises Europe-Australie, mais les deux organismes entretiennent un dialogue suivi. Elle travaille en collaboration avec des organisations internationales telles que la Fédération mondiale des chambres de commerce (ICC) et l'Organisation internationale des employeurs. Elle entretient également de nombreuses relations bilatérales étroites avec des chambres appartenant à d'autres pays.

L'économie australienne est très vulnérable car elle dépend étroitement du commerce. Elle a été touchée par la baisse de la demande de l'Europe et de l'Asie pour ses exportations. La demande intérieure a également diminué. Les répercussions de la récession mondiale mettront du temps à se faire sentir et le chômage a augmenté, mais n'a atteint que 4,8 %. À plus long terme, l'aide sociale fera toutefois inévitablement l'objet d'une pression accrue. Les taux d'intérêt centraux sont de 3,25 % et peuvent donc encore évoluer. Il n'y a eu récemment aucune augmentation majeure en matière d'insolvabilité, mais on dénombre un grand nombre de faillites d'entreprises au cours des deux premières années suivant leur lancement.

Dans l'ensemble, l'ACCI soutient le paquet de relance du gouvernement, même si elle aurait préféré que davantage d'accent soit mis sur l'allègement de l'impôt sur le revenu plutôt que sur les paiements aux particuliers. Il est essentiel d'améliorer l'infrastructure et la logistique du transport du pays.

Aucun objectif national n'a été fixé en matière de recherche et de développement. Une déduction pour investissement de 30 % est toutefois prévue sur les frais de fourniture de nouveau matériel. L'ACCI estime, en outre, qu'une coopération renforcée entre l'Union européenne et l'Australie est possible dans ce domaine.

Les entreprises australiennes ont intérêt à ce que la croissance soit durable. Un débat est en cours sur la question de savoir quelle est la meilleure approche à adopter pour le gouvernement. En ce qui concerne le SCEQE, l'ACCI préférerait que le gouvernement prenne des mesures multilatérales, estimant que des mesures unilatérales seraient défavorables au pays. L'Australie ne semble pas avoir de terme

équivalent à «fuite de carbone», bien que le concept soit reconnu au sein de l'Union européenne. Des craintes sont exprimées quant au fait que le gouvernement américain n'applique des politiques protectionnistes, qui sont jugées très dangereuses pour l'Australie en tant que pays exportateur.

**Réunion avec M. Brendan Pearson, directeur général adjoint, et M. Stephen Deady, directeur – Économie industrielle et fiscalité, Minerals Council of Australia, MCA, (Conseil australien des minéraux)**

Le Conseil australien des minéraux représente l'industrie d'exploration, l'industrie minière et l'industrie du traitement des minéraux en Australie. Ses sociétés affiliées produisent plus de 85 % de la production minérale annuelle australienne.

La délégation est informée que 80 % du charbon australien est exporté, ce qui demeurera pendant longtemps encore une caractéristique fondamentale des échanges commerciaux du pays. Le MCA souhaite que le charbon constitue un secteur viable dans un monde où le prix du carbone est un fait établi. L'industrie charbonnière a clairement intérêt à résoudre le problème de la pollution carbonique liée au charbon. L'industrie s'est, pour ainsi dire, imposé un impôt à elle-même en affectant un milliard de dollars au CSC. La phase expérimentale n'a toutefois pas encore été dépassée et davantage de fonds sont nécessaires.

En développant le CSC, l'Australie peut devenir un exemple à suivre aux yeux du monde et tirer profit de cette position. Il est essentiel d'avoir un organe qui rassemble tous les travaux réalisés dans ce domaine.

L'industrie minière représente 2,4 % de la consommation totale d'eau en Australie et elle recycle l'eau sept fois avant qu'elle ne devienne inutilisable. Un mégalitre génère au maximum 86 000 dollars de valeur ajoutée, contre 182 dollars par mégalitre dans le secteur agricole. Le MCA estime qu'il est essentiel d'établir un système de fixation du prix de l'eau plus efficace.

Le secteur minier emploie directement et indirectement quelque 320 000 personnes. Beaucoup d'entre elles vivent dans des régions peu peuplées et isolées. Le gouvernement doit affecter davantage de fonds à l'infrastructure sociale, comme aux établissements scolaires et aux installations sportives. Les travailleurs ont tendance à faire des «aller-retour» dans le secteur de l'exploitation des ressources minérales.

**Réunion avec le comité mixte permanent en charge des affaires étrangères, de la défense et du commerce. Président: Michael Forshaw, sénateur**

Le temps imparti est insuffisant pour mener une discussion approfondie sur des questions spécifiques. Les observations suivantes sont émises lors de la réunion.

- Une plus grande sensibilisation des liens qu'entretient l'Australie avec l'OTAN est constatée et les contacts entre le parlement australien et l'assemblée parlementaire de l'OTAN ont été renforcés.



- Le parti travailliste s'est opposé à l'envoi de troupes australiennes en Irak. Les deux grands groupes politiques soutiennent néanmoins l'engagement militaire en Afghanistan.
- Plus de 1 000 soldats australiens sont déployés actuellement en Afghanistan, dont certains dans des zones de conflit. D'aucuns considèrent que certains pays membres de l'OTAN ne font pas leur part de travail en Afghanistan. Il est essentiel d'établir un plan politique et économique concernant l'Afghanistan pour ne laisser aucune place aux bases d'entraînement terroristes.
- Bien que l'engagement australien en Iraq soit plus controversé, il est possible que l'intervention militaire alliée en Iraq se termine avec un résultat meilleur qu'escompté.
- Il existe un «arc d'instabilité» de pays proches de l'Australie comme le Timor-Oriental, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon, qui ont connu un effondrement de leur gouvernement.
- L'Australie entretient de bonnes relations avec l'Indonésie, le plus gros bénéficiaire de l'aide de Canberra.
- En réponse à une question de la délégation du Parlement européen sur ce que les députés australiens pensent être la préoccupation la plus importante, les points suivants sont mentionnés: le changement climatique, l'immigration musulmane en Australie et les relations avec l'Iran, qui ne souhaite pas voir la stabilité s'instaurer au Moyen-Orient.

La réunion s'achève par une discussion entre les députés sur l'avenir de l'Union européenne et la mesure dans laquelle les citoyens des États membres souhaiteront conserver leur souveraineté et leur identité nationale. Cette discussion fait suite à une question posée par la partie australienne.

### **Jeudi 26 février 2009**

### **CANBERRA**

#### **Table ronde dirigée par M. Alan Ferguson, sénateur, vice-président, et M<sup>me</sup> Anna Burke, députée, vice-présidente. Parliament House**

M. Allan Eggleston, sénateur, déclare que le gouvernement de Kevin Rudd poursuit un programme réformiste, mais on sait que les réformes coûtent cher et ses plans doivent s'inscrire dans les limites de la réalité économique.

M. Dick Adams présente un aperçu des mesures gouvernementales sur le changement climatique, le paquet de relance financière et la politique relative à l'eau. Il souligne enfin qu'il faudrait avoir davantage de points de repères pour mesurer la façon dont l'eau est consommée.

M. Kevin Andrews déclare qu'en général, tout le monde en Australie est d'accord pour reconnaître l'importance et le bien-fondé du libre-échange. Il redoute que d'autres régions du monde soient séduites par le protectionnisme et cite des déclarations du président Sarkozy préconisant de «placer l'Europe au premier plan». Il juge le «paquet de relance» du gouvernement trop vaste.

M. Alby Schultz déclare qu'il est un «septique du changement climatique» et qu'il s'est opposé à la signature du protocole de Kyoto. Il soutient également qu'il faut envisager de mettre en œuvre des moyens de faire cesser les migrations à grande échelle pour empêcher les immigrés de prendre les emplois ou d'épuiser les avantages sociaux.

M. Eggleston déclare que l'opinion prévaut en Australie que cette situation sera atténuée par la crise économique mondiale. Cette théorie s'est toutefois avérée fautive car la récession a eu de lourdes conséquences au Japon, en Inde, en Chine et en Corée. Il ne souscrit pas au contenu du «paquet de relance» du gouvernement, mais accepte l'idée qu'il est nécessaire de stimuler l'économie. Il reconnaît l'existence du changement climatique et la nécessité de résoudre ce problème.

M. Klinz rappelle que l'Allemagne n'a pas ouvert ses portes immédiatement aux migrants des nouveaux États membres et a introduit le processus progressivement, sur une période de sept ans. Il estime que cette méthode n'est pas nécessairement bénéfique car d'autres États membres ont pu ainsi profiter de la migration de la main-d'œuvre qualifiée. Beaucoup de travailleurs des nouveaux États membres ayant migré au sein de l'Union européenne retournent aujourd'hui dans leur pays d'origine. Les États membres ont l'obligation de traiter les réfugiés économiques avec humanité. Cependant, une politique de la porte ouverte ne peut s'appliquer à tout le monde. On craint, en outre, que le manque d'intégration n'engendre une «sous-société».

M. Chichester souligne qu'une grande partie du flux des migrants au sein de l'Union européenne est un flux interne, les Polonais se rendant au Royaume-Uni, par exemple. Il existe des problèmes d'intégration, particulièrement en ce qui concerne certains immigrés musulmans souhaitant vivre séparément, et des attitudes extrémistes pourraient voir le jour.

M. Koterec indique que la libre circulation des personnes pose des problèmes aux nouveaux États membres, qui sont privés de beaucoup de leurs travailleurs.

### **National Europe Centre, université nationale australienne** **«Informations actualisées sur l'Europe»**

M. Chichester présente un aperçu des défis actuels que doit relever l'Union européenne. Il évoque, en particulier, le paquet financier de 200 milliards d'euros, les mesures de l'Union européenne pour lutter contre le changement climatique, les questions institutionnelles, telles que le traité de Lisbonne et les élections au Parlement européen, les échanges commerciaux et le cycle de Doha, l'énergie, en particulier la sécurité des approvisionnements énergétiques, des questions centrales dans le domaine des affaires étrangères telles que Gaza, le Zimbabwe et

l'Afghanistan, ainsi que la solidarité économique entre les anciens et les nouveaux États membres.

M. Koterec indique que Bratislava attend la décision du Conseil de sécurité des Nations unies avant d'approuver l'indépendance du Kosovo. Il souligne également qu'il importe de soutenir les forces pro-européenne en Serbie, en assouplissant, par exemple, le régime des visas pour les étudiants. M. Klinz se déclare convaincu que l'ensemble des États des Balkans occidentaux devront en définitive adhérer à l'Union européenne.

M. Chichester reconnaît que l'on redoute que la nouvelle administration américaine soit tentée de se tourner vers le protectionnisme. Il souligne qu'il importe que la conclusion du cycle de Doha soit fructueuse. M. Klinz abonde dans ce sens et affirme que la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux constituerait un recul.

M. Takkula attire l'attention sur la nécessité de renforcer les échanges d'étudiants et d'universitaires entre l'Union européenne et l'Australie. Il se félicite de la promotion de projets tels qu'Erasmus Mundus.

M. Chichester déclare que les biocarburants sont de plus en plus considérés comme trop coûteux et néfastes pour l'environnement. Il conviendrait plutôt, selon lui, d'encourager les carburants renouvelables, en particulier l'utilisation de véhicules électriques dotés de batteries rechargeables.

M. Koterec affirme que l'émergence du parti nationaliste slovaque résulte de l'existence du parti ethnique hongrois dans le pays, qui est soutenu par le gouvernement de Budapest.

## **MELBOURNE**

**Ceramic Fuel Cells Limited, réunion avec  
M. Brendan Dow, administrateur délégué,  
M. Andrew Neilson, directeur juridique et commercial, et  
M. Karl Föger, directeur technique**

Ceramic Fuel Cells Limited (CFCL) développe des modules de pile à oxyde solide (SOFC) pour générer de l'électricité par l'intermédiaire de réseaux de génération distribuée. Les activités de l'entreprise comprennent la technologie des piles à oxyde solide, la poudre céramique et des systèmes complets de piles à combustible.

L'entreprise, issue de l'agence scientifique nationale australienne, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), a été fondée en 1992. Elle a son siège à Melbourne et possède des bureaux au Royaume-Uni et en Allemagne. À ce jour, 220 millions de dollars ont été investis dans la société, qui, dans douze mois, pourra se lancer dans la production commerciale. La société compte des clients en Allemagne, au Royaume-Uni, au Benelux et au Japon. Ses compagnies-partenaires de distribution d'énergie alimentent jusque 20 millions de consommateurs.

CFCL développe des modules de pile à oxyde solide pour générer de l'électricité par l'intermédiaire de réseaux de génération distribuée. Cette méthode est beaucoup plus efficace que celle utilisée pour le réseau électrique actuel. Elle émet 60 % de CO2 en moins que le charbon, ne produit aucun bruit et bénéficie du marquage CE de conformité.

Une question se pose quant aux coûts élevés de la conception et du développement. Il est dès lors hautement souhaitable que le gouvernement soutienne la mise en œuvre d'essais de démonstration importants et que l'entreprise obtienne un soutien en capital pour le lancement de ses produits.

L'entreprise estime qu'elle a tout à gagner de l'évolution vers une énergie plus propre et plus sûre. Il est prévu que la demande d'énergie primaire mondiale augmentera de 45 % de 2006 à 2030. Cette situation s'inscrit dans le cadre des projets de l'Union européenne et des États-Unis de réduire les émissions de façon significative et de soutenir les «nouvelles énergies» ou les technologies respectueuses de l'environnement. En outre, la production centralisée traditionnelle est remplacée par la génération distribuée. L'entreprise considère dès lors que ses produits ont un potentiel commercial considérable.

## **Vendredi 27 février 2009**

### **MELBOURNE**

**Australian Conservation Foundation (Fondation australienne de la conservation)  
Réunion avec M. Don Henry, directeur exécutif  
M. Tony Mohr, directeur de programme en charge du changement climatique**

La fondation australienne de la conservation est une ONG sans obédience politique qui a été créée il y a environ 45 ans. Avant sa création, des groupes travaillaient plutôt dans des États distincts. Le Commonwealth jouait un rôle de plus en plus important alors que de nombreuses questions environnementales revêtaient une dimension nationale. La fondation vise à promouvoir un débat public plus éclairé et plus riche sur les questions environnementales. Elle consacre beaucoup de temps à la formation civique, comme l'initiative de la «maison verte». Un travail considérable est également réalisé avec le milieu des affaires, dans le cadre de la table ronde des entreprises sur le changement climatique (*Business Round Table on Climate Change*), par exemple. La Fondation compte 60 000 membres à travers toute l'Australie et emploie 90 personnes. 95 % de son revenu provient des cotisations de ses membres.

L'Australie est particulièrement vulnérable au changement climatique. Si aucune mesure efficace n'est prise, en 2070 il y aura dans ce pays deux fois plus de feux de brousse. L'économie utilise beaucoup de ressources naturelles et est inefficace d'un point de vue énergétique. Ce n'est qu'au cours des cinq dernières années – après sept ans de sécheresse dans le sud de l'Australie, des pénuries d'eau dans d'autres régions et l'établissement de prévisions selon lesquelles la situation allait empirer – qu'on a commencé à prêter suffisamment attention à la question de l'approvisionnement en eau. Il est urgent d'installer davantage de réservoirs d'eau de pluie, de recycler davantage l'eau et d'adopter des technologies d'économie d'eau. Le dessalement est

une mesure de «dernier recours» car elle implique une demande accrue d'électricité et une augmentation concomitante d'émissions de gaz à effet de serre.

La fondation s'oppose à l'énergie nucléaire et à l'extraction du minerai d'uranium car très peu de sites sont disponibles pour le stockage des déchets nucléaires et il existe des alternatives plus efficaces et plus durables, telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne. L'industrie charbonnière bénéficie directement et indirectement d'importantes subventions d'un montant de 6 milliards, or elle consacre peu de ressources à la recherche et développement en énergie renouvelable.

L'opinion publique sur le changement climatique a évolué rapidement, particulièrement depuis la diffusion du film d'Al Gore, «Une vérité qui dérange». Cette question a constitué un thème important des élections de 2007. Les propositions actuelles du gouvernement ne répondent pas aux attentes de la fondation, particulièrement en ce qui concerne ses objectifs pour 2020, qui sont moins ambitieux que ceux de l'Union européenne. Le gouvernement et l'opposition sont en effet plus prudents que l'opinion publique sur la nécessité d'agir. L'opposition présente des points de vue plus diversifiés que le gouvernement. La fondation félicite l'Union européenne pour sa position progressiste sur le changement climatique et l'engage à aller plus loin.

Il est possible que la question sur le changement climatique détermine à l'avenir la politique australienne. Le parti des Verts en Australie gagne en puissance et a atteint un score électoral de 25 à 30 % dans les circonscriptions urbaines. Comparé à des pays comme l'Allemagne cependant, il est plus difficile pour les Verts de remporter des sièges en Australie en raison de son système électoral. Il est probable que les grands partis mettent davantage l'accent sur les politiques environnementales ou qu'ils se scindent.

N.B. M. Henry indique que le bâtiment dans lequel la fondation australienne de la conservation est située a réduit sa consommation d'eau de 90 % en récupérant l'eau de pluie.

## **Université de Melbourne**

### **Présentation de l'université et exposé sur le Festival des idées**

La délégation est informée que plus de 25 % des étudiants proviennent d'autres pays et qu'il s'agit du deuxième plus grand groupe d'étudiants étrangers en Australie. Cent vingt pays différents sont représentés; le groupe le plus important est le groupe des Chinois et le groupe des Iraniens est celui qui augmente le plus rapidement. Il existe 38 universités publiques en Australie, mais 21 % seulement de leur financement provient du gouvernement (ou 44 %, si on comprend les fonds versés pour la recherche).

L'université a adopté le «modèle de Melbourne», selon lequel les étudiants suivent des cours de licence généraux sur trois ans avant d'obtenir leur diplôme. Cette approche a donné lieu à la suppression de plus de 100 diplômes de licence distincts. Un des nouveaux diplômes interdisciplinaires plus généraux qui a été introduit est la

«licence en environnement», qui réunit la science, l'ingénierie, la politique terrestre et alimentaire et le changement climatique.

La philosophie du «Festival des idées» est de transformer l'université en plate-forme pour débattre de questions majeures et l'ouvrir au grand public. Le thème du festival de 2009 est «changement climatique, changement culturel». Le festival explorera les implications du changement climatique pour le mode de vie en Australie.

### **Exposé sur le Melbourne Sustainable Society Institute (Institut de Melbourne pour la société durable)**

L'institut de Melbourne pour la société durable vise à favoriser la recherche en matière de durabilité concernant des questions publiques importantes. Il vise à intégrer l'expertise en recherche sociale, scientifique et technologique, en privilégiant la région Asie-Pacifique. Ses principaux sujets de recherche sont l'avenir de l'agriculture, les villes durables, le «risque et la résilience», y compris le changement climatique, la santé et les questions de gouvernance, ainsi que l'utilisation de l'eau. L'université possède une expertise spécifique dans tous ces domaines. L'institut vise à coordonner les efforts des experts de l'université et à fournir au gouvernement et aux entreprises une «porte d'entrée» à l'université. Il privilégie les grands projets en coopération avec des parties extérieures.

L'institut travaille spécifiquement dans le domaine de la formulation de normes d'assurance-qualité pour l'établissement de rapports sur les émissions de carbone, eu égard aux rapports tendancieux constatés dans le passé. Les circonstances sont exceptionnellement favorables à l'établissement de relations de coopération entre les instances de reporting professionnelles, les ingénieurs et les hydrologues. Des informations précises permettront d'allouer correctement les ressources.

### **Exposé sur le Cooperative Centre for Greenhouse Gas Technologies, CO2CRC (Centre de recherche coopérative pour les technologies en matière d'émissions de gaz à effet de serre) et visite du laboratoire**

Le centre de recherche coopérative pour les technologies en matière d'émissions de gaz à effet de serre est une des principales organisations de recherche collaborative du monde consacrée au captage et au stockage de dioxyde de carbone (CSC). Il s'agit d'une entreprise commune entre des organes industriels, gouvernementaux, universitaires et de recherche australiens et étrangers. Le centre de recherche vise à réduire jusqu'à 80 % des coûts du captage du dioxyde de carbone. Il est également impliqué dans plusieurs études et projets-pilotes, notamment le projet Otway, au sud-ouest de l'État de Victoria, qui constitue le premier projet de géoséquestration en Australie.

Conçu en 2004, le projet Otway a été déployé en 2008. Il se poursuivra au moins jusqu'à la moitié de 2010. La première phase a coûté 40 millions de dollars et la deuxième phase coûtera 20 millions de dollars. Le projet prévoit une application pratique et des essais de la technologie CSC. Il fournira des informations précieuses dans des domaines tels que le risque réglementaire, la responsabilité, les sciences

technologiques, les communications et l'implication communautaire. Il s'agit du projet de CSC le plus surveillé au monde.

La délégation effectue ensuite une brève visite pour examiner le travail entrepris par le centre en matière de technologies alternatives, dont la séparation de membrane.

Suite à cette visite, la délégation a visité le parlement de l'État de Victoria, où elle a été accueillie par M<sup>me</sup> Jenny Lindell, députée, présidente de l'Assemblée législative, et M. Bruce Atkinson, membre du conseil législatif, vice-président du Conseil législatif. Au nom du Parlement européen, M. Chichester a exprimé ses condoléances pour le tragique décès des victimes des feux de brousse survenus récemment dans l'État de Victoria.

La délégation a terminé sa visite par une excursion au Federation Square et au centre Ian Potter de la National Gallery de Victoria, où elle a visité une exposition d'art indigène.

# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH AUSTRALIA AND NEW ZEALAND

32nd EU-AUSTRALIA INTERPARLIAMENTARY MEETING  
Sydney - Canberra - Melbourne  
22-27 February 2009

### Participants list

#### Members

Mr Giles CHICHESTER, Chair	United Kingdom	EPP-ED
Mr Miloš KOTEREC, 2 <sup>nd</sup> Vice-Chair	Slovakia	
PES		
Mrs Zita PLEŠTINSKÁ	Slovakia	EPP-ED
Mr Wolf KLINZ	Germany	ALDE
Mr Hannu TAKKULA	Finland	
ALDE		

#### Secretariat

Mr Tim BODEN, Head of Secretariat  
Ms Emma MOLLET, Administrative Assistant

#### Political Groups

Mr Mario SCHWETZ, Political Adviser EPP-ED



# EUROPEAN PARLIAMENT

## DELEGATION FOR RELATIONS WITH AUSTRALIA AND NEW ZEALAND

32<sup>nd</sup> EU-Australia Interparliamentary meeting

22-27 February 2009

SYDNEY - CANBERRA -MELBOURNE

### FINAL PROGRAMME

**Saturday 21 and  
Sunday 22 February 2009**

INDIVIDUAL ARRIVALS OF MEMBERS AND STAFF

Accommodation

*Intercontinental Hotel  
117 Macquarie Street  
Sydney NWS 2000  
tel. +61 2 925 39 000*

**Sunday 22 February 2009  
SYDNEY**

10.00 Secretariats' meeting

11.00 Excursion

12.30 Lunch at *Solitary Restaurant  
90 Cliff Drive, Leura Falls*

- 15.30 Return to Sydney
- 17.00 Arrival at hotel
- 18.30 EP Delegation Briefing  
*Venue: The Cortile - Intercontinental Hotel*
- Dinner (own arrangements)
- Accommodation Intercontinental Hotel*

**Monday 23 February 2009**  
**SYDNEY**

- 10.10 ASSEMBLE IN HOTEL FOYER AND DEPART HOTEL FOR
- Meeting with *Ms Sandra Margon*, International Development Manager - Europe and other representatives from University of Sydney  
*Venue: University of Sydney*  
*The Clocktower, The Quadrangle, Main entrance via University Avenue*  
*Off Parramatta Road*  
*Camperdown*
- 10.30 Roundtable discussion chaired by *Professor Jill Trewhella*, Deputy Vice-Chancellor Research  
*"Australia - The global financial crisis, energy and climate change from the perspective of the education sector"*
- 12.00 DEPART UNIVERSITY FOR NSW PARLIAMENT  
*Macquarie Street*  
*Sydney*
- 12.30- Lunch hosted by the *Hon Tanya Gadiel MP*, Speaker of the Legislative Assembly and **the Hon Reverend Fred Nile MLC**, Assistant President of the Legislative Council
- 14.00 Walk to Reserve Bank of Australia

- 14.15 Meeting with *Dr Malcolm Edey*, Assistant Governor (Economic)  
and  
*Dr Guy Debelle*, Assistant Governor (Financial Markets)  
Venue: 65 Martin Place  
Sydney
- 15.45 DEPART FOR
- 16.00 Meeting with *Mr Malcolm Starr*, General Manager of  
Regulatory and Public Policy and *Mr Eric Mayne*, Chief  
Supervision Officer of ASX Markets Supervision, Australian  
Stock Exchange  
Venue: Exchange Centre  
20, Bridge Street  
Sydney
- 17.00 DEPART FOR SERVCORP, MLC CENTRE  
Level 56-57  
19-29 Martin Place  
Sydney
- 17.30 Met by *Mr Alistair Walton*, President and *Mr Jason Collins*,  
Chief Executive Officer, European-Australian Business Council  
Roundtable discussion  
(Opening by Mr Walton, brief reports by Mr Chichester and Mr  
Klinz, followed by general discussion/Questions and Answers)
- 18.15 Reception hosted by *European-Australian Business Council  
charter members*
- 19.30 TRANSPORT AVAILABLE FOR RETURN TO HOTEL
- Dinner (own arrangements)
- Accommodation Intercontinental Hotel*

<p><b>Tuesday 24 February 2009</b> <b>CANBERRA</b></p>
--

- 07.20 BAGGAGE COLLECTION FROM ROOMS
- CHECK-OUT FROM HOTEL

- 07.45 DEPART HOTEL FOR AIRPORT
- 09.20 FLY TO CANBERRA ON FLIGHT QF 1471 - ARRIVAL AT 10.10
- Met on arrival by *Mr Andres Lomp*, Director, Parliamentary Relations Office
- TRANSFER TO *Hotel Realm*  
*18 National Circuit*  
*Barton, ACT 2600*  
*Tel. +61 2 6163 1800*
- 11.00 ASSEMBLE IN HOTEL FOYER AND DEPART FOR
- 11.15 Briefing by H.E. Mr David Daly, Ambassador and Head of Delegation of the European Commission Delegation to Australia and New Zealand  
*Venue: 18 Arkana Street*  
*Yarralumla, ACT 2600*  
*Tel. +61 2 6271 2744*
- 12.15 DEPART FOR PARLIAMENT HOUSE  
  
*House of Representatives Entrance*
- 12.30 Lunch hosted by *Mr Roger Price MP*, Chair Australia-European Parliament Parliamentary Group  
*Venue: Senate Alcove.*
- 14.00- DEPART PARLIAMENT HOUSE, HOUSE OF REPRESENTATIVES ENTRANCE, FOR THE TREASURY  
*Venue: Langton Crescent, Parkes*
- Meeting with *Mr Bill Brummitt*, General Manager, International Economy Division; *Mr Tony McDonald*, General Manager, Macroeconomic Policy Division; *Mr Steve Morling*, General Manager, Domestic Economy Division; *Mr David Martine*, General Manager, Financial System Division; *Mr Paul Flanagan*, General Manager, International Finance Division; *Mrs Jan Harris*, General Manager, Budget Policy Division; *Mr Jyoti Rahman*, Manager, International Outlook Unit
- 15.30 DEPART THE TREASURY FOR PARLIAMENT HOUSE

*House of Representatives Entrance*

- 16.30 Meeting with **Senator Bob Brown**, Leader of the Australian Greens
- 17.15 DEPART PARLIAMENT HOUSE FOR HOTEL  
*House of Representatives entrance*
- 17.45 ASSEMBLE IN HOTEL FOYER AND TRANSFER TO THE
- 18.00 Reception hosted by the European Commission Delegation and the European Parliament  
*Venue: Commonwealth Club  
25 Forster Cres  
Yarralumla, ACT 2600, Australia  
Tel. +61 2 6273 3622*
- 19.30 RETURN TO HOTEL  
  
Dinner (own arrangements)

**Wednesday 25 February 2009**  
**CANBERRA**

- 09.25 ASSEMBLE IN HOTEL FOYER AND DEPART FOR PARLIAMENT HOUSE  
*House of Representatives entrance*
- 09.45 Meeting with **the Hon Chris Bowen MP**, Assistant Treasurer and Minister for Competition Policy and Consumer Affairs  
*Venue: Committee Room 1R2*
- 10.30 Call on the Presiding Officers of the Parliament  
**Mr Harry Jenkins MP**, Speaker of the House of Representatives

**Senator the Hon. John Hogg**, President of the Senate

Venue: *Speaker's Suite*

- 11.30 Meeting with the **Hon. Greg Hunt MP**, Shadow Minister for Climate Change  
Venue: *Committee Room 1S6*
- 12.30 Meeting with House of Representatives Committee on Climate Change, Water, Environment and the Arts  
**Chair: Ms Jennie George MP**  
Venue: *Committee Room 1R5*
- 14.00 Observe Question Time  
*House of Representatives Chamber*
- 14.30 Meeting with **Mr Peter Anderson**, Chief Executive Officer and **Mr Nathan Backhouse**, Director of Trade and International Affairs, Australian Chamber of Commerce and Industry  
Venue: *Committee Room 1R5*
- 15.30 Meeting with **Mr Brendan Pearson**, Deputy Chief Executive Officer, and **Mr Stephen Deady**, Director - Industry Economics & Taxation, Minerals Council of Australia  
Venue: *Committee Room 1R5*
- 16.30 Meeting with the Joint Standing Committee on Foreign Affairs, Defence and Trade. Chair: **Senator Michael Forshaw**  
Venue: *Committee Room 1R1*
- 17.30 DEPART PARLIAMENT HOUSE FOR HOTEL  
*House of Representatives entrance*
- 18.15 ASSEMBLE IN HOTEL FOYER AND DEPART FOR PARLIAMENT HOUSE
- 18.30 Dinner hosted by the **Presiding Officers**  
Venue: *Parliament House*  
*Private Dining Rooms*
- 21.00 TRANSPORT AVAILABLE FOR RETURN TO HOTEL

**Thursday 26 February 2009**  
**CANBERRA - MELBOURNE**

- 08.00**            **BAGGAGE COLLECTION FROM ROOMS AND CHECK-OUT FROM HOTEL**
- 08.15            DEPARTURE FROM HOTEL FOR PARLIAMENT HOUSE  
*House of Representatives entrance*
- 08.30            Roundtable discussion, led by Senator the *Hon Alan Ferguson*, Deputy President and *Ms Anna Burke MP*, Deputy Speaker  
*Venue:            Committee Room 1R6*
- 09.30            DEPART PARLIAMENT HOUSE, SENATE ENTRANCE FOR  
  
National European Centre of the Australian National University  
*Venue:            Liversidge Street*  
*Action*
- Met by *Professor Simon Bronitt*, Director of the NEC and *Ms Dora Horvath*, Centre Coordinator
- 10.00            Attend "European Update"  
Introductory address by *Mr Giles Chichester*. followed by Questions and Answers
- 11.15            DEPART FOR CANBERRA AIRPORT
- 12.25**            **FLY TO MELBOURNE ON FLIGHT QF 851 - ARRIVAL AT 13.35**
- DEPART FOR
- 14.45            Ceramic Fuel Cells Limited and meeting with *Mr Andrew Neilson*, Legal and Commercial Manager and *Mr Karl Föger*, Chief Technology Officer  
*Venue: 170 Browns Road*  
*Noble Park*
- Tour of facilities

16.30 TRANSFER TO ***Hotel Sofitel***  
***25 Collins Street***  
***3000 Melbourne***  
***Tel. +61 3 9653 000***

Dinner (own arrangements)

**Friday 27 February 2009**  
**MELBOURNE**

08.45 DEPARTURE FROM HOTEL FOR

09.00 Meeting with ***Mr Don Henry***, Executive Director  
and ***Mr Tony Mohr***, Climate Change Programme Manager  
Australian Conservation Foundation  
*Venue: First floor 60 Leicester Street*  
*Carlton*

09.45 DEPART FOR UNIVERSITY OF MELBOURNE  
*Venue: Wilson Avenue*  
*Parkville*

10.15 Met by ***Ms Christine Eckhardt***, International Liason Officer,  
International Relations Office  
Welcome to the University and briefing on the Festival of Ideas

10.40 Briefing on the Melbourne Sustainable Society Institute

11.10 Briefing on the Cooperative Research Centre for Greenhouse  
Gas Technologies (CO2CRC) and laboratory tour

12.00 DEPART FOR PARLIAMENT HOUSE

12.30 Lunch hosted by the ***Hon Jenny Lindell MP***, Speaker of the  
Legislative Assembly and ***Hon Bruce Atkinson MLC***, Deputy  
President of the Legislative Council  
*Venue: Victorian Parliament - Side Dining Room*  
*Spring Street*  
*Melbourne*



- 14.30 DEPART FOR IAN POTTER CENTRE  
National Gallery of Victoria  
*Venue: Federation Square  
Corner Russell & Flinders Streets*
- 15.00 Met by *Ms Frances Lindsay*, Deputy Director and *Ms Judith Ryan*, Senior Curator of Indigenous Art  
  
Tour of the indigenous collection and other galleries as time permits
- 16.30 RETURN TO HOTEL
- 19.30 Dinner hosted by *Mr Giles Chichester*, Chair of the European Parliament Delegation for Relations with Australia and New Zealand  
*Venue: Bhoj Restaurant  
4/54 New Quay Promenade  
Docklands*

*Accommodation Sofitel*

**Saturday 28 February 2009  
onwards**

INDIVIDUAL DEPARTURES OF MEMBERS AND STAFF

\*\*\*\*\*